



PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION de la REGLEMENTATION
des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT**

Bureau de l'Environnement et de la Concertation Locale

Arrêté d'actualisation
de l'autorisation d'exploiter

**Société GRT Gaz
2/6 rue Curnonsky
75854 Paris Cedex 17**

La PREFETE DE SAÔNE ET LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Etablissement :
Station de compression de PALLEAU
N° 07-04693

VU le Code de l'Environnement, notamment le titre I du livre V,

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié (codifié) pris pour l'application du titre susvisé et notamment ses articles 18,

VU la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté préfectoral n° 97/2256/2.2 du 1^{er} juillet 1997 autorisant la société GAZ de FRANCE à exploiter une station de recompression de ligne sur le réseau de transport de gaz,

VU la déclaration de changement d'exploitant du 20 juin 2005,

VU le dossier communiqué par la société GAZ DE FRANCE RESEAU TRANSPORT le 29 décembre 2006, l'exploitant établissant un bilan de fonctionnement de son établissement complété par courrier du 25 avril 2007 et 13 juin 2007 (suite à visite) à l'effet d'actualiser l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter la station de recompression,

VU l'avis et les propositions de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, région Bourgogne, inspecteur des installations classées, en date du 26 septembre 2007,

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 15 novembre 2007,

Le pétitionnaire ayant eu la possibilité de se faire entendre,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1ER

La société GRT Gaz - Région Rhône Méditerranée dont le siège social est situé 33 rue de Pétrequin 69413 LYON Cedex 06, est tenue de respecter les prescriptions techniques indiquées dans les articles suivants pour sa station de recompression de gaz située sur le territoire de la commune de Palteau.

ARTICLE 2 :

La liste des activités de l'établissement visées par la nomenclature des installations classées indiquée à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 97/2256/2.2 du 1^{er} juillet 1997 cité supra est abrogée et remplacée par les indications suivantes :

Désignation	Capacité	Rubrique de la nomenclature	Régime (*)
<i>Au titre des installations classées</i>		(*) A : Autorisation / D : Déclaration / NC : non classé	
Installations de combustion	Puissance thermique maxi : • Turbines 45MW : (30MWth + 15MWth) + 30 MWth en secours • Groupe électrogène au gaz naturel : 3MWth	2910-A-1	A
Installations de réfrigération ou compression comprimant des fluides inflammables ou toxiques	Puissance totale utile restituée (2x10MW + 1x5.2MW) (Puissance absorbée 2x10.7MW + 1x5.2MW))	2920-1-a	A
Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques...)	Volume des cuves de traitement 200 l	2564-3	D
Installations de réfrigération ou compression comprimant des fluides non inflammables ou non toxiques	Puissance totale utile restituée (2x12.25kW)	2920-2-b	D
Atelier de charge d'accumulateurs	Puissance utilisable : 7.2kW	2925	NC

ARTICLE 3 :

Les prescriptions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral n° 97/2256/2.2 du 1^{er} juillet 1997 cité supra sont abrogées et remplacées par les suivantes :

“ 16- NORMES DE REJETS

16.1- Définition

Au sens du présent arrêté, on entend par :

Puissance d'un appareil de combustion : quantité d'énergie thermique contenue dans le combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée en une seconde en marche maximale continue. Elle est exprimée en mégawatts (MWth).

Installation : tout groupe d'appareils de combustion :

- exploités par un même opérateur et situés sur un même site
- et qui sont ou peuvent être techniquement raccordés à une cheminée commune.

Puissance d'une installation : somme des puissances unitaires de tous les appareils de combustion qui composent l'installation et qui sont susceptibles de fonctionner simultanément. Elle est exprimée en mégawatts (MWth).

Durée de fonctionnement d'un appareil de combustion : rapport entre la quantité totale d'énergie apportée par le(s) combustible(s) exprimée en mégawatt heures (MWh) et la puissance thermique de l'appareil de combustion.

16.2 - Valeurs de rejets

16.2.1

Les valeurs limites d'émission (VLE) s'appliquent à chaque appareil de l'installation pris individuellement et, en règle générale, dès que l'appareil atteint 70 % de sa puissance.

Si le fonctionnement normal d'un appareil comporte un ou plusieurs régimes stabilisés à moins de 70 % de sa puissance ou un régime variable, les VLE s'appliquent à ces différents régimes de fonctionnement.

Les VLE ne s'appliquent pas aux régimes transitoires de démarrage et d'arrêt des équipements. Toutefois, ces régimes transitoires sont aussi limités dans le temps que possible.

16.2.2

Lorsque l'installation comporte à la fois des turbines et des moteurs à combustion, les VLE s'appliquent à chaque catégorie d'équipements en se rapportant à la puissance totale des appareils de combustion constituant l'installation.

16.2.3

Les gaz des tubulures sont rejetés à l'atmosphère au moyen de cheminées, dans les conditions définies ci-après :

Conduit	Vitesse mini en m/s à 100% de charge
Conduit 1.2	35
Conduit 3	16
Conduit 4	>10

16.2.4

Les débits des effluents gazeux et leur concentration en polluants sont rapportés aux conditions normales de température (273 kelvins) et de pression (101.3 kPa).

Les valeurs limites d'émission pour les oxydes de soufre, les oxydes d'azote, les poussières et le monoxyde de carbone, ramenées à 15 % d'O₂ sur gaz sec pour les turbines, à 5% pour les groupes électrogènes, sont définies dans les tableaux ci-dessous.

Rejets	Valeur limite d'émission en mg/Nm³	
	Turbines	Groupe électrogène
NOx	75	500
CO	85	650
poussières	10	50
SO2	10	35

ARTICLE 4 - DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 5 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 6 - NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la Mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

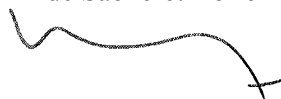
ARTICLE 7 - EXECUTION ET COPIES

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de Chalon sur Saone, M. le Maire de Palteau, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet de CHALON SUR SAONE,
- M. le Maire de PALLEAU,
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, 15-17 avenue Jean Bertin – 21000 Dijon
- Mme la Directrice Départementale de l'Équipement à Mâcon
- Mme la Directrice Départementale de l'Agriculture et de la Forêt à Mâcon
- Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales à Mâcon
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours à Mâcon
- Mme la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle à Mâcon
- M. le Chef du Bureau de la Défense et de la Sécurité Civile à Mâcon
- M. l'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines – Inspecteur des Installations Classées, 206 rue Lavoisier – BP 2031 – 71020 Mâcon Cedex 9
- l'exploitant

Macon, le 14 décembre 2007

La Préfète
Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général de la Préfecture
de Saône-et-Loire



Michel HURLIN